

DÉLIBÉRATION N° DEL-119-2024

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DE LA SÉANCE DU 5 DECEMBRE 2024 A 18H30

Salle culturelle et de séminaire G. RISTERUCCI (1^{er} étage) de la Halle au Blé,
située 1 place Xavier Jourdain 68130 ALTKIRCH

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 29 novembre 2024

Étaient présents : (56)

Mesdames et Messieurs, Danièle BACH, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Pierre BLIND, Doris BRUGGER, Bernard BUBENDORF, Danielle BUHLER, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Michel DESSERICH, Jean-Claude EGGENSPILLER, Jean-François FOERNBACHER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Serge GAISSER, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Jean-Luc HEUDECKER, Nicolas JANDER, Stéphanie KELLER, André LEHMES, Agnès LORENTZ, Christophe LOUYOT, Jean MERIGNAC, Jean-Marc METZ, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Gaston REIN, Gérard RENGGLI, Régine RENTZ, Fabienne REY, Georges RISS, Jean-Louis RUNSER, Raphaël SCHMIDLIN, Fabien SCHOENIG, Georges SCHOLL, Christophe SENDELIN, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Stéphane STALLINI, Antoine STAMPFLER, Céline STEVANOVIC, Christian SUTTER, Aurélio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WALTER, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Danielle CORDIER et Messieurs Jean-Pierre BUISSON, Michel LERCH, Clément LIBIS, Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (16)

Monsieur Antoine ANTONY a donné procuration à Madame Doris BRUGGER,
Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Stéphane STALLINI,
Monsieur Thierry DOLL a donné procuration à Monsieur Sylvain GABRIEL,
Monsieur Bernard FANKHAUSER a donné procuration à Madame Agnès LORENTZ,
Monsieur Georges HEIM a donné procuration à Monsieur Matthieu HECKLEN,
Monsieur Fabien ITTY a donné procuration à Monsieur Nicolas JANDER,
Monsieur Bertrand IVAIN a donné procuration à Monsieur Fabien SCHOENIG,
Monsieur Christian LERDUNG a donné procuration à Monsieur Jean ZURBACH,
Monsieur Véronique LIDIN a donné procuration à Monsieur Rémi SPILLMANN,
Monsieur Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,
Monsieur Jean-Claude SCHIELIN a donné procuration à Madame Eliane OSINSKI,
Madame Nathalie SINGHOFF a donné procuration à Aurélio TOLOSA,
Monsieur Gilbert SORROLDONI a donné procuration à Fernand WIEDER,
Monsieur Patrick STEMMELIN a donné procuration à André LEHMES,
Monsieur Philippe WAHL a donné procuration à Monsieur Jean-Marc METZ,
Monsieur Jean WEISENHORN a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER.

Étaient excusés sans représentation : (6)

Mesdames et Messieurs Anne-Marie BIANCOTTI, Delphine FELLMANN, Agnès HARNIST, Rita HELL, Philippe RUFI, Paul STOFFEL.

Étaient non excusés : (11)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Jean-Marie FREUDENBERGER, Germain GOEPFERT, Annick GROELLY, Ginette HELL, Didier LEMAIRE, Estelle MIRANDA-SIVERT, Isabelle STEFFAN, Marielle THOMANN.

FORFAIT MOBILITE : ADAPTATION AU NOUVEAU CADRE REGLEMENTAIRE

Nombre de conseillers

En exercice : 89 – Présents : 56 – Procurations : 16 – Absents : 17 – Exclus : 0

Le Président rappelle que, par délibération DEL-147-2021 du 15 décembre 2021, le Conseil communautaire a institué le forfait mobilités durables au profit des agents à compter de l'année 2021.

À la suite de la publication du décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 et l'arrêté du même jour, le cadre juridique du forfait mobilités durables a évolué en élargissant les moyens de transports ouvrant droit au versement du forfait et en augmentant les montants du forfait à compter du 1er janvier 2025.

Les bénéficiaires restent tous les agents de la Communauté de Communes hormis :

- les agents disposant d'un véhicule de fonction ;
- les agents disposant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail ;
- les agents transportés gratuitement par l'employeur.

Les modes de transport sont étendus en revanche. Viennent s'ajouter au vélo personnel ou au covoiturage en tant que passager ou conducteur :

- Ensemble des engins de déplacement personnel motorisés, sans places assises (trottinettes électriques, monoroues, etc. ...) ;
- Utilisation d'un service de mobilité partagée. Il s'agit là des véhicules en libre-service tels que les scooters ou trottinettes électriques ou en autopartage, tels que les véhicules électriques, hybrides rechargeables ou à hydrogène.

Les montants alloués seront les suivants :

- **100 €** pour l'utilisation d'un moyen de transport dit "vert" **entre 30 et 59 jours** ;
- **200 €** pour l'utilisation d'un moyen de transport dit "vert" **entre 60 et 99 jours** ;
- **300 €** pour l'utilisation d'un moyen de transport dit "vert" **au moins 100 jours**.

Le nombre de jours est modulé selon la quotité horaire de travail de l'agent.

Le forfait est exonéré d'impôts sur le revenu, des cotisations sociales (y compris CSG et CRDS).

Le décret du 13 décembre 2022 autorise de cumuler la prise en charge d'un abonnement de transport régulier avec un autre mode de transport qui donne droit au forfait mobilité. Exemple : abonnement de train (remboursement partiel par la CCS) + location d'un vélo (forfait mobilité).

Toutefois un même abonnement ne peut donner lieu à une prise en charge au titre de deux dispositifs (exemple : l'abonnement du train ne peut donner lieu au remboursement de la CCS et au forfait mobilité).

Il convient de transmettre au plus tard le 31 décembre de l'année N, au service RH, l'attestation sur l'honneur actant la demande de versement du forfait, accompagné du tableau de suivi.

Lors de sa séance du 28 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil de la Communauté de Communes,

VU le code général de la fonction publique ;

VU le code général des impôts, notamment son article 81 ;

VU le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 136-1-1 ;

VU le code du travail, notamment ses articles L. 3261-1 et L. 3261-3-1 ;

VU le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;

VU l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat ;

VU le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022 modifiant le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale ;

VU l'avis favorable du Bureau du 28 novembre 2024 ;

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE les modifications au versement du forfait mobilités durables selon le décret n°2022-1557 du 13 décembre 2022, telles que présentées par son Président.

Pour extrait conforme
Altkirch, le 8 décembre 2024
Le Président
Gilles FREMIOT

